

DEPARTEMENT DU CALVADOS
CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE DE LOGEMENT

(1) Collège Alain Chartier
..... 15bis, rue des Billettes
..... BP 37317
..... 14403 Bayeux Cedex
.....

Vu les articles R216-4 à R216-19 du Code de l'Education, fixant le régime d'occupation de logement par les personnels de l'Etat dans les établissements publics locaux d'enseignement.

Vu l'avis du Service des Domaines en date du : 29 novembre 2018.....

Vu l'avis du Conseil d'administration en date du : 09 juin 2020.....

Il est convenu entre :

Mme CUCIZ Nelly.....(2)

et M. HARACHE Dominique.....,

profession : Agent municipal Intercom Bayeux.....(3)

A compter du 01 septembre 2020.....

Article premier – M. HARACHE Dominique.....est autorisé à occuper un logement situé 25, rue des Billettes - 2ème étage Bayeux.....et comportant04 pièces pour une surface totale de74 m², à titre précaire et révocable dans les conditions fixées par l'article R216-18 du Code de l'Education.

La présente convention est valable jusqu'au 31 août 2021..... au plus tard, et elle peut être, le cas échéant, renouvelée pour une nouvelle année scolaire si le logement reste vacant.

Article R216-18. – La concession ou la convention d'occupation prend fin en cas d'aliénation, de nouvelle affectation ou de désaffectation du logement. L'occupant du logement en est informé au moins trois mois à l'avance.

La concession ou la convention prend également fin si le bénéficiaire ne s'acquitte pas de ses obligations financières et sur proposition de l'autorité académique ou de l'autorité en tenant lieu lorsque le bénéficiaire ne jouit pas des locaux en bon père de famille.

Lorsque la concession ou la convention d'occupation vient à expiration pour quelque cause que ce soit, le bénéficiaire doit quitter les lieux dans le délai qui lui est imparti conjointement par l'autorité académique ou l'autorité en tenant lieu et la collectivité de rattachement, sous peine d'être astreint à payer à l'établissement une redevance fixée et majorée selon les critères fixés par l'article R.102 du code du domaine de l'Etat.

Pendant la réalisation de travaux du logement, si les travaux ne sont pas réalisables en site occupé, la collectivité n'a pas l'obligation de reloger l'occupant.

Article 2. – Cette occupation est consentie moyennant le paiement d'un loyer **annuel** de
.....5.920.08€ payable mensuellement. Ce loyer est révisable conformément à la réglementation en vigueur (indice de référence des loyers entré en vigueur le 1^{er} janvier 2006).
Montant mensuel du loyer : 493.34 euros

Article 3. – Les charges locatives (chauffage – électricité – gaz et eau) sont payables trimestriellement sur appel de l'agent comptable. cependant, une avance de charges locatives de 150.00 euros est payable mensuellement sur appel de l'Agent comptable. Une régularisation annuelle est opérée au mois de décembre.

Fait à Bayeux....., le 09 juin 2020.....

Le Chef d'Etablissement
Nelly CUCIZ

Le
Le Directeur du Service des
Domaines

Caen, le
Le Président du Conseil départemental

Occupant du logement
HARACHE Dominique

(1) Désignation de l'Etablissement – (2) Désignation du Chef d'Etablissement

(3) Désignation de l'occupant – nom – **profession**